

Monsieur le Président,

C'est un maire qui s'adresse à vous directement et publiquement aujourd'hui par le biais des réseaux sociaux, parce qu'en un mandat et demi, vous avez mis la France à genou, vous avez affaibli le service public, la démocratie, l'économie, vous avez piétiné les valeurs de la République. Vous et vos Ministres, n'avez pas de honte à mener ces politiques qui protègent les intérêts privés des actionnaires d'entreprises du CAC 40, tout en appauvrissant les plus pauvres de ce pays. Vous êtes installé dans le mensonge et je vais le démontrer en quelques exemples factuels.

Je suis maire d'une Commune de 9500 habitants. Et mercredi soir, notre Conseil Municipal votera une motion, visant à vous enjoindre de retirer votre réforme des retraites. Vous êtes sourd à la colère du peuple et à la majorité des français largement hostile à cette réforme. Réforme infondée : le Conseil d'Orientation des Retraites informe que le système a été excédentaire en 2021 de 900 millions d'euros et en 2022 de 3,2 milliards ! Le déficit prévu pour prétexter une telle réforme provient d'une baisse de financement de l'Etat et non pas d'une augmentation des dépenses...

Surdité ou mépris ? Je doute. Je doute lorsque je remarque que chaque fois que le peuple est massivement dans la rue, vous partez à l'étranger prétextant un voyage diplomatique, comme si Louis XVI avait été en voyage touristique à Varennes... Je doute aussi quand votre Ministre du Travail fait ostensiblement des mots croisés, alors que la représentation nationale s'adresse à lui à l'Assemblée.

Et que dire de l'absence historique de dialogue social pour une réforme qui renforcera les inégalités et s'attaque ouvertement aux conditions de vie et aux conditions de travail des catégories les plus fragiles.

L'honneur veut que vous retiriez cette réforme, qui de toutes manières continuerait à être combattue et constitutionnellement et dans la rue.

Oui, vous et votre gouvernement êtes dans le mensonge. Les maires comme moi, sommes au premier rang pour aider les plus pauvres et aujourd'hui les plus pauvres sont de plus en plus nombreux, nous sommes là pour garantir au quotidien la fraternité, la solidarité, la cohésion sociale et la tâche des maires est immense !

Pendant ce temps-là, vous continuez chaque année à diminuer les dotations de l'Etat aux Communes. C'est-à-dire que vous confisquez au passage, toujours un peu plus sur l'impôt que vous prélevez, la part qui devrait être destinée aux communes pour la mise en œuvre de leurs domaines de compétences, c'est ainsi que vous affaiblissez toujours plus la qualité du service public, socle des valeurs républicaines et les politiques de proximité menées par les communes de France, qui seules aujourd'hui sont à même de venir en aide à nos concitoyens.

En quatre années de crise sanitaire, économique, climatique, vous avez souvent annoncé, avec force publicité des plans d'aides à coups de centaines de millions pour les particuliers ou pour les collectivités. Ces fake-news sont reprises par vos Ministres. Le mensonge consiste à ne jamais préciser que les conditions d'éligibilité à ces aides représenteront un véritable parcours du combattant et finiront par rendre ces aides inaccessibles au plus grand nombre. En conséquence, chaque fois, l'Etat ne verse pas la somme mirobolante que vous avez annoncée... C'est du mensonge par omission.

En voici, juste deux exemples :

- En quatre ans de crise, ma ville n'a jamais été éligible au moindre plan d'aide dont vous vous êtes vanté. En 2021 vous avez annoncé publiquement et à plusieurs reprises et votre Ministre de la Santé a repris cette promesse, que toutes les communes qui s'investiraient pour mettre en place un centre de vaccination et faire face ainsi à l'urgence sanitaire, seraient indemnisées par l'Etat. Ma ville a mis en place un centre de vaccination, elle l'a financé, pendant plus d'un an. Malgré nos nombreuses demandes, nous n'avons rien perçu de l'Etat, en raison de critères d'éligibilité, dont vous n'aviez pas fait publicité et qui n'avaient d'autres raison d'être, que de rendre cette aide inaccessible au plus grand nombre. C'est un mensonge de fait !

- En 2022, vous avez annoncé une aide de 430 millions d'euros pour aider les communes à faire face à l'augmentation des prix du gaz et de l'électricité, aide que vous avez appelée « le filet inflation » ...

Ma commune constate une augmentation des dépenses en gaz et électricité qui passent de 226 000€ en 2020 à une prévision d'1,2 million en 2023. Nous nous sommes dit que, cette fois-ci, l'Etat allait peut-être nous être utile... En effet, fin 2022, il nous a été annoncé le versement de 210 800€ ! On était très loin du compte, mais c'était toujours ça, dans ce contexte particulièrement difficile. Il nous a donc été versé un acompte en 2022 de 105 400€ et il devait nous être versé le solde de 105 400€ en 2023.

Mais, comme les élus locaux sont des gens responsables qui, chaque année, contrairement à l'Etat, ont obligation de présenter un Budget équilibré, dès le mois d'août 2022, constatant l'inflation record, les charges supplémentaires et toutes ces mauvaises nouvelles, nous avons resserré au maximum toutes nos lignes de fonctionnement et nous avons repoussé ou même annulé, nombre de projets d'investissement, ce qui pénalise l'économie locale, puisque de nombreux marchés ne seront pas attribués aux petites entreprises sur les territoires ! Ainsi, nous avons pu limiter la casse et équilibrer notre budget en fin d'année 2022, au prix d'énormes efforts qui sont aujourd'hui méprisés par les services de l'Etat.

En effet, nous avons perçu cet acompte de 105 400€ fin 2022. Nous venons d'apprendre, via

les services de l'Etat, que finalement notre situation budgétaire ne se porte pas si mal et, au nom (encore une fois !) de critères dont ni vous, ni vos Ministres n'ont fait publicité, comme si vous aviez honte, notre commune ne serait plus éligible au filet inflation !!! Donc, nous ne percevrons pas ces 105 400€ en 2023, alors que cette année s'annonce comme un véritable tsunami pour les communes de France, mais, pire encore ... l'Etat demande à notre commune de lui rembourser les 105 400€ perçus en 2022 !!! J'expose le sujet publiquement, pour que chacun sache qu'il y a mensonge d'Etat !

Pire encore, alors que le Préfet nous confirmait cette information, sans aucun discernement quant à l'application stricte de critères d'éligibilité psychorigides édictés par les services de l'Etat, monsieur le Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (rien que la dénomination, ça fait rêver !) Christophe Béchu, déclarait dans la Gazette des Communes de février dernier « déplorer, je cite, le faible recours par les communes au filet inflation pour 2022. Près de 4110 collectivités ont reçu des acomptes pour 100 millions d'euros », selon lui. Il ne parle pas des collectivités qui ont dû rembourser ces acomptes... Il ajoutait que « l'enveloppe prévoyait près de 430 millions d'euros et pas question pour le Ministre que Bercy reprenne les crédits. Il disait s'interroger sur la manière de les réaffecter et s'est dit ouvert à une évolution des critères » fin de citation. Mensonges, mensonges et mensonges.

Ça n'est plus un gouvernement, c'est le monde de Pinocchio !

Monsieur le Président, ces attitudes ne sont pas dignes. Votre légitimité n'est ni comptable, ni démocratique. Lors de vos deux élections, vous avez basé votre stratégie, après un score des plus médiocres au premier tour, sur un appel aux français à ne pas faire gagner l'extrême droite, mais la France ne vous a pas choisi et n'a pas choisi non plus votre non-projet de société. Les françaises et les français n'ont pas mérité ça.

Il me semble qu'ils sont nombreux à penser avec moi que vous devez immédiatement retirer votre projet néfaste de réforme des retraites et qu'il y a urgence à ce que vous corrigiez les intentions, les orientations et les politiques publiques de ce triste gouvernement, tant il ressemble plus à un enterrement de première classe qu'à un gouvernement digne de la France.

Il est de votre responsabilité aujourd'hui d'agir. Sinon, je vous invite à démissionner pour faire œuvre d'intérêt public.